



Association
Citoyens Responsables Jura
Primevères 27
2854 Bassecourt
<https://crjsuisse.ch/>

Bassecourt, janvier 2026

Communiqué de presse

Géothermie profonde à Glovelier : une communication triomphaliste déconnectée des réalités

L'article récemment publié dans Le Quotidien Jurassien, sous le titre « Géothermie : tous les feux sont au vert », propose une lecture largement biaisée de la situation réelle du projet de géothermie profonde à Glovelier.

En tant qu'opposants de longue date, nous estimons indispensable de rétablir plusieurs faits majeurs, volontairement minimisés ou passés sous silence.

Des tests sans commune mesure avec le projet final

Les promoteurs présentent comme rassurants des tests qui étaient pourtant ridiculement hors d'échelle par rapport à ce qui est prévu lors d'une exploitation industrielle.

Malgré cette faible intensité, de nombreux événements sismiques ont déjà été enregistrés, même s'ils sont qualifiés de « mineurs ».

Il convient de rappeler une réalité désormais bien documentée : les projets de géothermie profonde débutent presque toujours par des micro-séismes, avant que l'intensité et la fréquence n'augmentent avec la durée, la pression et les volumes injectés.

Des tests arrêtés prématurément : une question légitime

Il est particulièrement troublant que ces tests aient été interrompus avant leur terme initialement annoncé.

Une question simple se pose : les promoteurs craignaient-ils une montée en intensité sismique susceptible de fragiliser leur discours ?

Présenter cet arrêt anticipé comme une réussite technique relève, au minimum, d'une communication opportuniste.

Une opposition réduite au silence

La baisse de visibilité des manifestations publiques ne signifie en aucun cas une disparition de l'opposition.

Elle s'explique largement par une répression disproportionnée exercée à l'encontre des opposants : pressions, restrictions et climat dissuasif.

Cette stratégie a contribué à faire taire l'expression publique sans jamais répondre aux inquiétudes de fond.

Alsace, Bâle, Pohang : des avertissements ignorés

Il est irresponsable d'affirmer que les risques seraient maîtrisés alors que de nombreux précédents internationaux démontrent l'inverse.

- Alsace : séismes répétés, dégâts matériels, projets stoppés dans l'urgence.
- Bâle : un projet présenté comme exemplaire abandonné après des secousses significatives.
- Pohang (Corée du Sud) : un séisme destructeur de magnitude 5,4, officiellement reconnu comme induit par un projet de géothermie profonde, avec quartiers endommagés, milliers de déplacés et indemnisation des victimes par l'État. Rappelons que Geo Energie Suisse SA et le Service Sismologique Suisse participaient à ce projet de Pohang via le programme destress-h2020.eu

Pohang démontre une réalité essentielle : même des projets présentés comme maîtrisés, progressifs et scientifiquement encadrés peuvent déclencher des séismes majeurs, imprévisibles et irréversibles.

Un scandale persistant : l'eau

La question de l'approvisionnement en eau demeure un point noir majeur.

Les volumes requis, les impacts sur la ressource et les conflits d'usage sont systématiquement minimisés, alors même que la zone concernée accueillera des activités industrielles de très haute précision, notamment dans le cadre de la ZAM 2.

Pour des entreprises travaillant au micron, la stabilité du sous-sol et la qualité de l'eau sont vitales.

Des choix énergétiques orientés

Il est tout aussi choquant de constater que ce projet est poursuivi malgré les risques, alors que des alternatives innovantes et bien moins dangereuses, notamment dans le domaine de l'hydrogène vert, sont en cours de développement.

Le choix de la géothermie profonde ici relève davantage de l'idéologie que d'une analyse rationnelle des risques et bénéfices.

Un projet verrouillé par ses promoteurs

Depuis son origine, ce projet apparaît orienté, verrouillé et biaisé, avec :

- une communication soigneusement contrôlée,
 - des études interprétées à sens unique,
 - et un débat démocratique réduit à sa plus simple expression.
-

Experts “indépendants” : une indépendance qui interroge

Le Gouvernement jurassien met en avant l'existence d'un Groupe d'Experts Indépendants (GEI) chargé de superviser le projet de géothermie profonde à Haute-Sorne.

Sans remettre en cause les compétences individuelles des personnes impliquées, plusieurs éléments objectifs interrogent le degré réel d'indépendance du dispositif, ainsi que sa perception par la population.

Composition du GEI

Selon les informations publiquement disponibles, le GEI est notamment composé de :

- Philippe Roth, sismologue – Service Sismologique Suisse (ETH Zurich)
- Nicolas Cuenot, géophysicien – BESTEC GmbH

- Juliette Lamarche, géologue – Université Aix-Marseille
- Clément Baujard, ingénieur réservoir – ÉS Géothermie (Alsace)
- Jean Schmittbuhl, chercheur CNRS Strasbourg – spécialiste EGS
- Vincent Daumas, ingénieur forage – Hydro-Géo Environnement Suisse

Coordination : Sylvain Rigaud, Canton du Jura

Un mode de financement qui pose question

Le fonctionnement du GEI aurait déjà engendré des coûts supérieurs à 112'000 CHF, apparemment pris en charge par le promoteur Geo-Energie Suisse.

Si ce mode de financement est juridiquement possible, il soulève une question de principe reconnue dans la gouvernance des risques : lorsque l'exploitant finance directement l'expertise chargée d'évaluer son propre projet, un doute légitime peut apparaître quant à l'indépendance perçue de cette expertise, indépendamment de l'intégrité personnelle des experts.

Liens professionnels avec la filière géothermique

Il est objectivement constatable que plusieurs membres du GEI exercent ou ont exercé des activités directement liées à la géothermie profonde :

- au sein d'entreprises actives dans la filière,
- dans des projets EGS existants ou passés,
- ou dans des programmes de recherche dédiés.

Ces éléments ne constituent pas une faute, mais appellent à une vigilance accrue, l'absence de diversité de profils pouvant limiter la pluralité des analyses, notamment sur les scénarios d'échec.

Un dispositif peu ouvert à la contradiction

À notre connaissance, le GEI ne comprend :

- ni experts critiques de la géothermie profonde,
- ni spécialistes indépendants des risques majeurs,
- ni représentants d'organismes publics suisses sans lien avec la filière,
- ni experts issus de disciplines connexes (assurances, économie des catastrophes, géologie des risques).

Cette configuration donne l'impression d'un entre-soi technique, peu propice à une évaluation contradictoire.

Un déficit de transparence

Ne sont pas accessibles au public :

- les contrats liant les experts au dispositif,
- les critères précis de sélection,
- les méthodes d'évaluation détaillées,
- les éventuelles déclarations d'intérêts.

Dans un projet à forts enjeux territoriaux, économiques et sociétaux, ce manque de transparence alimente inévitablement la défiance.

Ce que cela implique

Sans présumer des conclusions du GEI ni mettre en cause l'honnêteté de ses membres, plusieurs éléments factuels expliquent pourquoi une partie de la population doute de l'indépendance effective du dispositif.

Dans un contexte marqué par :

- des précédents internationaux lourds,
- des risques potentiellement irréversibles,
- et un climat de tension démocratique,

l'exigence d'une expertise non seulement indépendante, mais également perçue comme telle, est indispensable.

Conclusion

Non, tous les feux ne sont pas au vert.

Ils sont orange clignotant, et parfois même rouges, pour quiconque accepte de regarder les faits, les précédents et les expériences étrangères.

Nous appelons les autorités, les médias et la population à tirer les leçons de l'Alsace, de Bâle et de Pohang, et à refuser que notre région serve de laboratoire à haut risque pour un projet dont les bénéfices restent hypothétiques, mais dont les dangers sont désormais largement documentés.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT JURASSIEN

Géothermie profonde à Glovelier – prise en compte des précédents internationaux et responsabilité de l'État

Questions

Au regard des précédents désormais bien documentés de projets de géothermie profonde ayant entraîné des séismes induits et, dans plusieurs cas, l'abandon définitif des projets, le Gouvernement jurassien peut-il préciser :

1. En quoi la situation jurassienne différencierait-elle fondamentalement des cas de Vendenheim (Alsace), Bâle, Landau, St-Gall et surtout Pohang, alors même que ces projets étaient eux aussi présentés comme maîtrisés et sûrs ?
2. Pourquoi les tests réalisés à Glovelier, pourtant très inférieurs à l'échelle prévue pour l'exploitation industrielle, ont-ils déjà généré de nombreux événements sismiques, et pour quelle raison ont-ils été interrompus avant leur terme initialement annoncé ?
3. Le Gouvernement reconnaît-il que les séismes induits débutent généralement par des magnitudes faibles, avant de pouvoir évoluer de manière imprévisible, comme démontré notamment à Pohang (séisme induit de magnitude 5,4) ?
4. Quelle responsabilité financière et juridique l'État jurassien entend-il assumer :
 - en cas de dommages aux bâtiments,
 - de perte de valeur immobilière,
 - d'impact sur les infrastructures industrielles sensibles,
 - et d'atteinte durable à la ressource en eau ?
5. Comment le Gouvernement justifie-t-il la poursuite de ce projet dans une zone appelée à accueillir des activités industrielles de haute précision (ZAM 2), pour lesquelles la stabilité du sous-sol, l'absence de vibrations et la qualité de l'eau sont des conditions indispensables ?
6. Enfin, le Gouvernement considère-t-il acceptable que le débat public autour de ce projet se soit tenu dans un climat marqué par une répression disproportionnée des opposants, ayant contribué à réduire l'expression démocratique sans répondre aux préoccupations de fond ?

Citoyens Responsables Jura